

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 16 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MICHELIN

16 rue de Toutlemonde
49300 Cholet

Références : 2026-152_INSP_MICHELIN_Cholet_RAP
Code AIOT : 0006300877

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement MICHELIN implanté 16 rue de Toutlemonde 49300 Cholet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MICHELIN
- 16 rue de Toutlemonde 49300 Cholet
- Code AIOT : 0006300877
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Michelin est une entreprise de fabrication de pneumatiques spécialisée dans les pneus de tourisme, camionnettes et 4x4. La production du site de Cholet est d'environ 130 000 tonnes de

mélanges par an et 55 000 tonnes de pneus par an.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à l'arrêt définitif	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Sans objet
2	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-39-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a respecté les échéances de mise à l'arrêt présentées dans son courrier de notification du 23/10/2025.

Les actions liées à la cessation d'activité ont été engagées concernant la mise en sécurité du site. La phase diagnostic du site devrait débuter en mars 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à l'arrêt définitif

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Lorsqu'il « procède à » une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations « mentionnées » à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III. Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 23/10/2025, la société MICHELIN a notifié la cessation d'activité de son site de Cholet. La notification comporte le calendrier de mise à l'arrêt des installations du site suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - juillet 2025 : arrêt du stockage de pneumatique (rubrique 2663) et de la transformation de polymères (rubrique 2661), - septembre 2025 : arrêt des tours aéroréfrigérantes (rubrique 2921) et du stockage de produits dangereux (rubrique 4510), - novembre 2025 : arrêt de l'utilisation de solvant organique (rubrique 1978) et d'une partie de l'activité de stockage (rubrique 2662),

- janvier 2026 : arrêt des équipements contenant des fluides frigorigènes (rubrique 1185), de l'installation de remplissage de carburant (rubrique 1434 devenue 1435) et de l'activité 1978,
- février 2026 : arrêt définitif de l'activité de stockage (rubrique 2662).

Dans son courrier, l'exploitant précise que les activités de combustion (rubrique 2910) et les ateliers de charge (rubrique 2925) sont conservés dans le cadre du démantèlement du site. Il s'agit de rubriques qui relèvent du régime de la déclaration.

L'usage futur pris en compte est un usage industriel.

L'inspection a permis de faire le point sur le calendrier de cessation et les démarches engagées par l'exploitant.

Il en ressort que l'exploitant a respecté le calendrier défini dans son courrier de notification.

La visite du site a permis de constater qu'une majorité des matières combustibles a été retirée du site. L'exploitant indique que certains déchets restent à évacuer.

Par ailleurs, la cuve enterrée de solvant (EXXSOL DSP 100/160) reste à vidanger. L'exploitant indique que la cuve, qui comporte une double paroi, est à moitié pleine. Des analyses ont été réalisées afin de contrôler la qualité du produit restant et définir la filière de traitement.

Concernant les équipements frigorifiques, l'exploitant indique qu'il s'agit d'appareils qui n'ont pas d'intérêt à être conservés sur le site. Les circuits sont en cours de vidange par le prestataire (ENGIE).

Concernant les outils de production, l'exploitant indique qu'ils ont été consignés dans l'attente de leur démantèlement. Une partie des équipements pourrait être reprise par d'autres sites MICHELIN.

L'exploitant indique que les équipements de sécurité sont toujours en fonctionnement (détection, sprinklage...).

L'exploitant indique que le suivi du site est toujours réalisé selon les dispositions fixées par son arrêté préfectoral (suivi des émissions atmosphériques et aqueuses notamment).

Il est précisé à l'exploitant que la procédure de cessation ne donnera pas lieu à un arrêté préfectoral complémentaire. En effet, les 2 rubriques restant en activité (rubriques 2910 et 2925) sont soumises au régime de la déclaration. Elles sont encadrées par les arrêtés ministériels de prescriptions générales respectifs. Les dispositions de ces textes devront être respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-39-3

Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet

pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.
[...]

Constats :

L'exploitant indique être accompagné par la société ANTEA GROUP pour la procédure de cessation d'activité.

L'étude historique du site a été réalisée.

La phase diagnostic va débuter en mars 2026. L'exploitant indique que les analyses de sol vont être réalisées dans un premier temps sur la partie ouest du site.

Type de suites proposées : Sans suite